

PRÉFET DU VAL-DE-MARNE

Direction des Affaires Générales
et de l'Environnement

Bureau des Installations Classées
et de la Protection de l'Environnement

ARRÊTÉ n°2014/4782 du 25 mars 2014

portant mise en demeure au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) – Conformité de la station d'épuration d'eaux urbaines Seine Amont du SIAAP (Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne) 10, avenue Julien Duranton à VALENTON –

LE PRÉFET DU VAL-DE-MARNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L171-6, L171-8, L172-1, L511-1 et L514-5,
- VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU l'arrêté préfectoral n°2008/4518Bis du 5 novembre 2008 abrogeant l'arrêté n°2001/5055 du 26 décembre 2001 et portant autorisation au titre de l'article L214-3 (Loi sur l'eau) du code de l'environnement de la station d'épuration Seine Amont à l'adresse susvisée,

- VU l'arrêté préfectoral n°2010/7139 du 20 octobre 2010 portant autorisation d'exploitation par le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération Parisienne (SIAAP) des installations classées de l'usine de dépollution des eaux Seine-Amont susvisée, selon les rubriques principales de classement en autorisation, suivantes :

1172 : Dangereux pour l'environnement -A-, très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1 000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques.

La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :

2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t (Risque Seveso II seuil bas)

1411 : Gazomètres et réservoirs de gaz comprimés renfermant des gaz inflammables (à l'exclusion des gaz visés explicitement par d'autres rubriques)

La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :

2. Pour les autres gaz :

b) supérieure ou égale à 10 t, mais inférieure à 50 t. (Risque Seveso II seuil bas)

2771 : Installation de traitement thermique de déchets non dangereux.

2791 : Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.

La quantité de déchets traités étant :

1. Supérieure ou égale à 10 t/j.

2910 : Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.

B. Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont différents de ceux visés en A et C ou sont de la biomasse telle que définie au b)ii) ou au b)iii) ou au b)v) de la définition de biomasse, et si la puissance thermique nominale de l'installation est :

1. Supérieure ou égale à 20 MW.

2915 : Chauffage (Procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles

1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides,

Si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est :

a) supérieure à 1 000 l.

2921 : Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air (installations de)

1. Lorsque l'installation n'est pas du type «circuit primaire fermé» :

a) la puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 2 000kW.

.../...



- VU les articles 10.1.1.1 et 10.1.1.2 de l'arrêté préfectoral d'exploitation n°2010/7139 du 20 octobre 2010, susvisé, relatifs aux canalisations de gaz et biogaz, qui disposent :

Article 10.1.1.1. Modifications des canalisations

Selon l'échéancier figurant à l'article 10.1.1.2 et au plus tard le 31 décembre 2012, pour l'ensemble du site de l'usine de dépollution des eaux Seine amont :

- les canalisations de gaz et biogaz, enterrées ou en galeries techniques, sauf le cas visé à l'article 8.8.2, sont supprimées et remplacées par des canalisations aériennes conformes à la réglementation en vigueur relative aux équipements sous pression et d'une technologie éprouvée pour le transport de biogaz,
- les raccords de type « Viking » présents sur ces canalisations sont supprimés en totalité.

Article 10.1.1.2. Echéancier des travaux

Les opérations de modification et remplacement des canalisations de gaz et biogaz et de suppression des joints de type « Viking » sont réalisées selon l'échéancier suivant :

Echéance	Nature des travaux
Février 2011 à février 2012	Travaux sur les conduites de biogaz entre digesteurs et tour de répartition pour remplacement des joints de type « Viking » au niveau de la zone de digestion des boues
Septembre 2011 à décembre 2012	Achèvement des travaux de sécurisation et externalisation de la conduite de gaz naturel Alimentation des chaudières en biogaz par un réseau aérien Mise en place de la canalisation aérienne de biogaz vers les sècheurs et le four

- VU le rapport du 2 octobre 2013 de l'inspecteur de l'environnement de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France/Unité Territoriale du Val-de-Marne (DRIEE IdF-UT94), établi suite à sa visite du 20 août 2013,
- VU notamment la fiche d'inspection n°5 signalant une non-conformité notable au regard de la réalisation des travaux et échéancier prescrits aux articles 10.1.1.1 et 10.1.1.2. susvisés, de l'arrêté préfectoral d'exploitation n°2010/7139 du 20 octobre 2010,
- VU le bordereau adressé le 26 novembre 2013 par la DRIEE IdF-UT94 au responsable du site de l'usine Seine-Amont de Valenton, avec une copie dudit rapport et des 7 fiches d'inspection annexes, au titre des articles L171-6 et L514-5 du code de l'environnement susvisés, pour formuler ses observations éventuelles, notamment sur la proposition d'engager à son encontre la procédure de mise en demeure,
- VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 17 décembre 2013,
- VU la réunion de concertation qui s'est tenue le 10 janvier 2014 au siège de la DRIEE IdF-UT94 au cours de laquelle l'exploitant a pu exposer sa situation,
- VU le relevé de décisions établi à l'issue de la réunion du 10 janvier 2014 précitée et diffusé à l'exploitant par bordereau du 5 février 2014,

CONSIDÉRANT

- QUE les travaux prescrits par les articles 10.1.1.1 et 10.1.1.2 de l'arrêté préfectoral d'exploitation du 20 octobre 2010, résultent en particulier, de l'accident survenu dans l'usine le 18 février 2008, dont la cause principale identifiée a été la défaillance d'un joint de type « Viking » dans le local de compression du biogaz vers la sphère de stockage, ayant eu pour conséquence une violente explosion avec pour effet la mise hors service temporaire puis le remplacement d'une partie des installations,
- QUE selon l'accidentologie du site, des fuites de biogaz se sont produites en 1987 et 1996, dont l'origine est également associée à un déboîtement des raccords de type « Viking »,
- QUE ces incidents et l'accident de 2008 rappellent l'importance de procéder dans les meilleurs délais aux travaux auxquels s'était engagé le SIAAP afin d'améliorer la sécurité dans le transport et l'emploi du gaz et du biogaz sur l'usine Seine-Amont de Valenton,
- QUE les travaux de suppression des joints « Viking » ont commencé sur les tuyauteries concernées qui desservent 5 digesteurs, mais restent inachevés à ce jour,
- QUE les échéances fixées pour les travaux prévus par les articles 10.1.1.1. 2^{ème} tiret et 10.1.1.2. première ligne du tableau ci-dessus explicités, sont aujourd'hui très largement dépassées sans que l'on puisse avoir une visibilité sur la réalisation effective des travaux prescrits,

.../...

- QU'il y a lieu, au regard des enjeux de sécurité industrielle du site, classé à risques Seveso II seuil bas, d'engager la procédure de mise en demeure prévue à l'article L178-8-I du code de l'environnement, susvisé,
- SUR la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – Dans le cadre de l'exploitation de l'usine de traitement des eaux Seine Amont sise 10, avenue Julien Duranton Val Pompadour à VALENTON, le SIAAP (Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne), dont le siège social est situé 2, rue Jules César à Paris, est mis en demeure, sous peine des sanctions prévues à l'article L171-8-II du code de l'environnement, de respecter les articles 10.1.1.1 2^{ème} tiret et 10.1.1.2 1^{ère} ligne du tableau de l'arrêté préfectoral d'exploitation n°2010/7139 du 20 octobre 2010, en :

- procédant, au plus tard au 31 décembre 2014, à l'arrêt de toute circulation de biogaz dans des tuyauteries équipées de joints de type "Viking";
- supprimant totalement et définitivement, au plus tard le 30 juin 2015, les joints de type "Viking sur les tuyauteries de transport de biogaz.

ARTICLE 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 – DÉLAIS et VOIES de RECOURS (Art. L514-6 du Code de l'Environnement) :

I - La présente décision, soumise à un contentieux de pleine juridiction, peut être déférée au Tribunal Administratif de MELUN :

1° - Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié.

2° - Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans les six mois après publication ou affichage dudit arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

II - Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

III - Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L111-1-5 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 – Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de VALENTON, le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France, et le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité du Val-de-Marne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera mis en ligne sur le site internet national de l'inspection des installations classées.

Fait à CRÉTEIL, le 25 MARS 2014

Pour le Préfet et par délégation
Le Sous-préfet à la Ville
Secrétaire Général Adjoint


Hervé CARRERE

